



ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL

ANNÉE 2018 - N° 2888 /MDGL/MEF/DC/SGM/DGTCP/DCP/ACCT/SP1



**Portant modalités d'exécution dans les
communes, des paiements sans mandatement,
des dépenses payables sans mandatement
préalable ou avant service fait**

**LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET
DE LA GOUVERNANCE LOCALE,**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES,**

- Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- vu la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances ;
- vu la loi n°97-029 du 15 janvier 1999, portant organisation des communes en République du Bénin ;
- vu la loi n°98-005 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes à statut particulier ;
- vu la loi n°98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes en République du Bénin ;
- vu la loi n°2017-04 du 19 octobre 2017 portant code des marchés publics en République du Bénin ;
- vu la décision portant proclamation, le 30 mars 2016, par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu le décret n°2018-198 du 05 juin 2018, portant composition du Gouvernement ;
- vu le décret n°2016-292 du 17 mai 2016, fixant la structure-type des Ministères ;
- vu le décret n°2017-041 du 25 janvier 2017, portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère

AMPLIATIONS :

PR	: 01
COUR SUPREME	: 01
MDGL	: 01
MEF	: 01
DGTCP	: 01
DGCL	: 01
DGAE	: 01
PREFETS	: 12
RF	: 12
MAIRES	: 77
RP	: 66
ARCHIVES & CHRONO	: 02

de l'Economie et des Finances ;

- vu le décret n°2016-417 du 20 juillet 2016, portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale ;
- vu le décret n°2014-571 du 07 octobre 2014 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- vu le décret n°2008-382 du 24 juin 2008, portant mise en application du manuel de procédures de reddition des comptes de gestion des communes ;
- vu l'arrête n°0401/MISD/MFE /DC du 18 Décembre 2003 portant nomenclature budgétaire et comptable des communes ;
- vu l'arrêté n°937/MEF/DC/SP du 24 juin 2008 portant mise en application de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses publiques ;
- vu l'arrêté interministériel n°018/MDGLAAT/MEF/DC/SGM /DGTCP/RGF/SCL du 18 avril 2011, portant modalités de mise en œuvre de la procédure exceptionnelle d'exécution des dépenses communales ;
- vu la nomenclature des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses au niveau des collectivités locales ;

Considérant les nécessités de service ;

ARRÊTENT

TITRE I : INSTITUTION DE PROCEDURES SPECIFIQUES POUR L'EXECUTION DE CERTAINES OPERATIONS PARTICULIERES AU NIVEAU DES COMMUNES

Article premier : Il est institué au niveau des communes des procédures spécifiques pour l'exécution de certaines opérations particulières.

Elles concernent les opérations ci-après :

- les paiements sans mandatement ;
- les dépenses payables sans mandatement préalable ;
- les dépenses payables avant service fait.

Article 2 : Les opérations visées à l'article premier , en raison de leur nature particulière, ne peuvent pas être exécutées par la procédure normale qui exige que les dépenses soient engagées, liquidées et mandatées avant d'être payées.

Article 3 : Ces opérations particulières sont exécutées au moyen d'ordre de paiement.

Deux catégories d'ordre de paiement (OP) sont instituées :

- un ordre de paiement à l'initiative du Maire, ordonnateur principal du budget de la Commune dénommé « OPO ».
- un ordre de paiement à l'initiative du Receveur-Percepteur, comptable principal du budget de la Commune dénommé « OPC ».

Article 4 : La procédure d'exécution de ces types d'opérations communales est soumise à un mécanisme de contrôle.

TITRE II : LES PAIEMENTS SANS MANDATEMENT

Article 5 : Les paiements sans mandatement sont des opérations de trésorerie qui sont exécutées à l'initiative du comptable et qui ne donnent pas lieu à l'émission d'un mandat de paiement, même de régularisation par l'ordonnateur.

Article 6 : Les paiements sans mandatement sont :

- le remboursement des trop-perçus ;
- le remboursement d'excédents de versement ;
- la restitution des retenues de garantie ;
- la restitution des saisies-oppositions.

Ces paiements sont effectués au moyen d'ordre de paiement du comptable (OPC) et n'ont aucune incidence budgétaire.

TITRE III : LES DEPENSES PAYABLES SANS MANDATEMENT PREALABLE

Article 7 : Les dépenses payables sans mandatement préalable sont celles qui font l'objet de l'émission par l'ordonnateur d'un OPO.

L'OPO est à régulariser, par l'émission d'un mandat de paiement appuyé des pièces justificatives certifiant le service fait.

Article 8 : Les dépenses payables sans mandatement préalable sont :

- les dépenses payables par régie d'avances ;
- les dépenses payables par caisse de menues dépenses ;
- les autres dépenses payables sans mandatement préalable.

CHAPITRE 1 : LES DEPENSES PAYABLES PAR REGIES D'AVANCES

Article 9 : Les dépenses payables par régies d'avances sont :

- l'achat des tickets valeurs auprès des sociétés pétrolières ;
- l'achat des tickets de recharge, auprès de la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE), et la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB), pour l'alimentation des compteurs prépayés ;
- les frais de mission sur le territoire national.

Article 10 : La création de la régie d'avances relève de la compétence du maire, ordonnateur principal du budget de la commune. Elle est matérialisée par un arrêté du maire, après avis motivé du Receveur-Percepteur en sa qualité de comptable principal de la commune et après délibération du conseil communal.

Cet arrêté fixe :

- les dépenses éligibles à la régie, compte tenu des réalités de la commune. A cet effet, l'ordonnateur se réfère rigoureusement à la liste des dépenses visées à l'article 9 ;
- le montant maximum des avances à consentir au régisseur d'avances ;
- le délai à l'issue duquel les pièces justificatives sont produites ;
- les chapitres et articles budgétaires auxquels les dépenses éligibles sont imputées ;

Article 11 : Le régisseur d'avances est nommé par arrêté de l'ordonnateur auprès duquel la régie est instituée sur avis conforme du comptable public assignataire des opérations de la régie. Cet avis peut être retiré à tout moment, s'il s'avère que le régisseur n'exerce pas sa fonction dans le respect de la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le montant de l'avance à consentir au régisseur est déterminé par l'acte constitutif de la régie d'avances et en fonction des besoins réels de celle-ci.

Ce montant est au maximum égal au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur d'avances.

Article 13 : Le régisseur d'avances ne paie que les dépenses explicitement énumérées dans l'acte constitutif de la régie.

Article 14 : L'ordre de paiement émis par le maire est régularisé au plus tard le 31 décembre de l'exercice au cours duquel il est établi.

Article 15 : La reconstitution ou le renouvellement de l'avance se fait tout au long de l'exercice. A tout moment, le régisseur d'avances détient sur lui le montant de

l'avance, soit en espèces, soit en espèces et pièces justificatives ou soit en pièces justificatives.

Article 16 : A la fin de l'exercice, le régisseur d'avances reverse au receveur percepteur, contre quittance, le reliquat en espèces encore détenu sur lui.

Article 17 : La non régularisation d'un ordre de paiement au-delà du 31 décembre de l'exercice au cours duquel il est émis emporte la responsabilité personnelle et pécuniaire du receveur percepteur.

Article 18 : La responsabilité du receveur percepteur est dégagée s'il justifie les diligences nécessaires effectuées pour la justification des fonds décaissés par ordre de paiement.

Si en dépit des diligences du receveur-percepteur, comptable principal de la Commune, les justifications ne sont pas produites, le régisseur est mis en débet pour le montant non justifié. Un arrêté de mise en débet est alors pris à son encontre par le ministre chargé des finances sur la base d'un rapport circonstancié produit par le receveur-percepteur.

Article 19 : Le régisseur d'avances encourt une responsabilité personnelle et pécuniaire analogue à celle des comptables publics notamment en cas de paiement de dépenses inéligibles sur la régie, de déficit de caisse, ou de vol de fonds.

CHAPITRE 2 : LES DEPENSES PAYABLES SUR LA CAISSE DE MENUES DEPENSES (CMD)

Article 20 : Sont éligibles sur la CMD, les dépenses dont les montants n'excèdent pas vingt-cinq mille (25.000) francs CFA. Ces dépenses concernent :

- les frais d'entretien et de petites réparations ;
- les achats de petits outillages ;
- les frais de transport de plis communaux ;
- les frais d'affranchissement postal et autres prestations de services relatives au courrier ;
- les frais de photocopie ;
- les droits de péages routiers ;
- les petites réceptions ;
- les immatriculations d'engins ;
- les frais de visite technique des véhicules administratifs de la mairie.

[Signature]

Article 21 : La création de la Caisse de Menues Dépenses (CMD), à l'instar de la régie d'avances relève de la compétence du maire. Elle est matérialisée par un arrêté du maire, après avis motivé du receveur-percepteur et après délibération du conseil communal. Cet arrêté fixe :

- les dépenses éligibles à la CMD en se référant rigoureusement à la liste des dépenses visées à l'article 20 ;
- le montant maximum de la caisse ;
- les chapitres et articles budgétaires sur lesquels, les menues dépenses sont imputées.

Article 22 : Le montant de l'avance à la caisse de menues dépenses est déterminé par l'acte constitutif de la Caisse. Il est au maximum égal au quart des crédits annuels ouverts sur la caisse de menues dépenses.

Le montant annuel des crédits ouverts sur la caisse de menues dépenses n'excède pas un million (1.000.000) de francs CFA.

Article 23 : Les dispositions des articles 13 à 19 ci-dessus relatives à la régie d'avances sont applicables pour la caisse de menues dépenses.

Article 24 : Tout fractionnement de dépenses est prohibé sous peine de sanction.

CHAPITRE 3 : LES AUTRES DEPENSES PAYABLES SANS MANDATEMENT PREALABLE

Article 25 : Sont concernées, les dépenses autres que celles exécutées par la régie d'avances ou par la caisse de menues dépenses. Il s'agit :

- des frais de mission à l'extérieur du territoire national ;
- des dépenses relatives aux sinistres et calamités ;
- des frais d'évacuations sanitaires ;
- des frais de paraphe de registres par le tribunal ;
- des frais de visite technique des véhicules administratifs de la mairie lorsque le montant de la visite excède vingt-cinq mille (25.000) francs CFA ;
- des dépenses relatives aux manifestations officielles ;
- des prestations d'aide sociale et de secours ;
- du remboursement d'emprunts ;
- des prélèvements bancaires.

Article 26 : Les ordres de paiement relatifs aux frais de mission à l'extérieur du territoire national, aux frais d'évacuation sanitaire du personnel et aux prestations

d'aide sociale et de secours sont émis au nom des bénéficiaires ou à défaut du régisseur d'avances.

Article 27 : Les ordres de paiement afférents aux dépenses relatives aux sinistres et calamités, aux frais de paraphe de registres par le tribunal, aux frais de visite technique des véhicules administratifs de la mairie, aux dépenses relatives aux manifestations officielles, sont émis au nom du régisseur d'avances, es qualité.

Article 28 : Les décisions de mise à disposition de fonds prises par le Maire indiquent les délais à l'issue desquels, la production des pièces justificatives des fonds décaissés doit intervenir. Ces délais ne sauraient dépasser la période d'un mois ou la clôture de l'exercice budgétaire.

TITRE IV : DEPENSES PAYABLES AVANT SERVICE FAIT

Article 29 : Les dépenses communales payables avant service fait sont :

- les avances versées dans le cadre de l'exécution des marchés publics ;
- les locations immobilières ;
- les abonnements aux fournitures d'eau et d'électricité ;
- les abonnements téléphoniques ;
- les abonnements aux fournitures d'accès à l'internet ;
- les droits d'inscription à des colloques, formations et évènements assimilés ;
- les acquisitions de logiciels ;
- les prestations de voyage.

Article 30 : Les décaissements relatifs aux dépenses payables avant service fait font l'objet d'émission d'ordre de paiement à l'initiative de l'ordonnateur (OPO) et régularisé lors de la prise en charge comptable du mandat de paiement concerné.

TITRE V : PIECES JUSTIFICATIVES DE DEPENSES

Article 31 : Pour chaque catégorie d'opérations, la production des pièces énumérées ci-dessous est obligatoire et opposable à tous les acteurs de la chaîne des dépenses communales.

Article 32 : Les pièces justificatives sont produites conformément à la nomenclature des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses des collectivités locales en vigueur.

TITRE VI : CONTROLE DE LA REGIE D'AVANCES

Article 33 : Le régisseur d'avances est soumis aux contrôles de l'ordonnateur, du comptable, et des corps de contrôle.

At

7

CHAPITRE PREMIER : CONTRÔLE DE L'ORDONNATEUR

Article 34 : L'ordonnateur veille au respect, par le régisseur d'avances, des dispositions prévues par l'acte de création de la régie et à la régularité des opérations qu'il effectue.

Article 35 : Le régisseur d'avances met à la disposition de l'ordonnateur, sur la demande de ce dernier, les registres comptables qu'il tient.

Article 36 : L'ordonnateur exerce sur les pièces justificatives de dépenses qui lui sont remises par le régisseur d'avances les mêmes contrôles que ceux qui lui incombent pour les dépenses payées par la procédure normale.

Il s'assure en outre que les pièces sont bien revêtues de l'acquit libératoire ou autres mentions tenant lieu.

CHAPITRE II : CONTRÔLE DU COMPTABLE

Article 37 : Le comptable assignataire porte une attention toute particulière aux contrôles sur pièces des régies, dans la mesure où, dans certaines conditions, sa responsabilité personnelle et pécuniaire est engagée.

Article 38 : Le receveur-percepteur, comptable assignataire exerce deux formes de contrôle : un contrôle sur pièces et un sur place.

Article 39 : Dans le cadre du contrôle sur pièces, le comptable veille au respect, par le régisseur des dispositions prévues par l'acte de création de la régie et à la régularité des opérations qu'il effectue.

Les pièces justificatives font l'objet de la part du comptable assignataire des mêmes contrôles que ceux exercés en ce qui concerne les dépenses assignées sur sa caisse.

Article 40 : Dans le cadre du contrôle sur place, qui peut être inopiné ou non, le comptable assignataire se déplace vers la régie et procède :

- à l'arrêté des registres tenus ;
- à la justification du solde théorique résultant de l'enregistrement des opérations au livre journal caisse ;
- à la vérification de l'encaisse ;
- à la vérification de l'archivage et du classement des pièces justificatives, ainsi que leur régularité.

Article 41 : Chaque vérification donne lieu à l'établissement, par le vérificateur, d'un procès-verbal (PV) dans lequel sont consignés les faits constatés :

- lorsque la vérification fait apparaître un déficit de caisse, le régisseur d'avances est sommé de combler immédiatement la différence de ses deniers personnels ;
- lorsqu'un excédent est constaté, son montant doit être versé au comptable assignataire à titre de recette accidentelle au profit de la commune dont dépend la régie.

CHAPITRE III : CORPS DE CONTRÔLE

Article 42 : Les contrôles sur place et sur pièces peuvent être effectués par les corps de contrôle que sont l'Inspection Générale des Finances (IGF) et l'Inspection Générale des Affaires Administratives (IGAA) dont les vérifications sont effectuées dans le cadre des missions générales ou particulières qui leur sont confiées.

Article 43 : Le régisseur d'avances est également soumis aux vérifications et contrôles de l'Inspection Générale des Services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (IGS-DGTCP).

TITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article 44 : Toutes les autres opérations non expressément énumérées dans le présent arrêté doivent être obligatoirement exécutées par la procédure normale d'exécution des dépenses communales.

Article 45 : Les paiements sans mandatement, les dépenses payables sans mandatement préalable ou avant service fait, aussi bien au niveau du régisseur d'avances qu'au niveau du comptable assignataire, sont comptabilisées conformément à l'instruction comptable du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Article 46 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié partout où besoin sera.

Cotonou, le 17 SEPT 2018

Le Ministre de la Décentralisation
et de la Gouvernance Locale,



Barnabé Z. DASSIGLI

Le Ministre de l'Economie et des
Finances



Romuald WADAGNI